

La croissance durable, le commerce et l'investissement

Le Nouveau Partenariat cherche, d'une part, à créer les conditions nécessaires pour que les pays africains s'engagent, séparément et collectivement, dans la voie de la croissance et du développement durables et, d'autre part, à permettre aux Africains de participer plus activement à l'économie mondiale.

■ **Le Canada a affecté plus de 20 millions de dollars en assistance technique commerciale pour aider l'Afrique à affronter la concurrence mondiale.**

Le Canada a consacré 20 millions de dollars supplémentaires au renforcement des capacités commerciales des partenaires africains pour qu'ils tirent parti d'un meilleur accès aux marchés et qu'ils défendent leurs intérêts dans les négociations de Doha en cours à l'Organisation mondiale du commerce. Cet engagement s'ajoute aux initiatives canadiennes déjà prises dans ce domaine, notamment :

- 7 millions de dollars pour le programme intégré conjoint d'assistance technique de l'Organisation mondiale du commerce et de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, afin d'aider les pays africains à mieux participer au système commercial multilatéral et à profiter de débouchés commerciaux;
- 8 millions de dollars pour le Centre du commerce international, qui a son siège à Genève (Suisse), et le Bureau canadien de promotion du commerce, afin d'apporter une assistance opérationnelle au secteur privé africain pour qu'il soit plus à même de faire du commerce international et de promouvoir ses exportations;
- 5 millions de dollars pour mettre sur pied un centre africain des politiques commerciales qui partagera les locaux de la Commission économique pour l'Afrique à Addis Ababa (Éthiopie). Un tel centre a pour but d'accroître le nombre des experts qualifiés capables de défendre les intérêts africains dans la négociation d'accords multilatéraux, d'intégrer le commerce dans les politiques économiques et de promouvoir le commerce;
- Le Canada a également fourni pour 1 million de dollars en vue de l'achat de matériel et de la mise sur pied d'activités de formation et de soutien technique menant à la création d'un marché régional des garanties financières au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, qui a son siège à Abidjan (Côte d'Ivoire).